

Salaires, conditions de travail, défense de l'Ecole publique ... : *Partout s'exprime la même recherche : Comment gagner ? Comment les arrêter ?*

Plutôt que de répondre à la colère générale provoquée par les suppressions de postes et les fermetures de classes, les 700 millions de coupes budgétaires, les contre-réformes, le gel du point d'indice, Gabriel Attal continue de mettre la pression sur l'Ecole publique et ses personnels :

Sur le « choc des savoirs », contre lequel les personnels sont toujours plus mobilisés, le premier ministre enfonce le clou : « *les groupes de niveaux seront la règle à la rentrée* ».

Sur les fermetures de classes : 16 postes en moins dans les écoles en Gironde à la rentrée prochaine qui se traduisent déjà par 84 fermetures envisagées. Suppressions de postes contre lesquelles les personnels, les parents d'élèves et les élus se mobilisent comme à Vendays Montalivet, La Teste de Buch ou Camarsac.

Sur les salaires, les personnels en ont assez des salaires de misère, des rémunérations dites au mérite. Entre le 1er janvier 2000 et le 1er mars 2024, 49% d'inflation ! Aujourd'hui, pour retrouver la valeur réelle du point d'indice de janvier 2000, en euros constants, il faudrait revaloriser le point à hauteur de 28,5%. Concernant les AESH, les 5 points d'indice accordés ne sont que mépris ! Le gouvernement ne répond toujours pas à l'exigence d'un statut et d'un vrai salaire !

Sur les mutations interdépartementales, où 250 collègues de Gironde ne sont toujours pas mutés. Alors même que dans les départements qu'ils demandent, il manque des enseignants et il est procédé à des recrutements de contractuels.

Sur les rythmes scolaires, les enseignants de Bègles, Lormont et Mérignac ont décidé d'en finir avec les 4 jours et demi et décideront ce soir de se mettre en grève pour faire entendre leurs revendications à leurs maires respectifs.

Sur la protection des personnels, les enseignants en ont plus qu'assez de l'impotence de la hiérarchie à les protéger. Face à des articles de presse, courriers, messages sur les réseaux sociaux remettant en cause l'intégrité des personnels, plutôt que d'afficher sa fermeté face aux diffamations et à la calomnie, l'institution courbe l'échine.

Sur les conditions de travail : les personnels en ont plus qu'assez des non-remplacements, des interdictions d'exercice à temps partiels, de l'impossibilité d'obtenir une disponibilité, des années d'attente pour un congé formation ou du recul de l'âge de départ à la retraite.

Sur les injonctions provocatrices : Nouvelle lubie de la Rectrice de Bordeaux : « Parents, l'école vous accueille ! »

ou celles du Gouvernement « Kit pédagogique des Jeux Olympiques ! », Evaluations d'écoles, SNU, port de l'uniforme. Injonctions, lubies qui ne répondent en rien aux revendications et assignent les personnels à des tâches qui n'ont rien de statutaires !

Sur l'inclusion scolaire, où des milliers d'élèves sont en attente d'une place dans un établissement spécialisé (852 en Gironde). Ces élèves en attente sont en souffrance dans les classes dites ordinaires avec des enseignants et des AESH démunis.

La Fédération FO de l'enseignement a raison quand elle déclare au Ministre Attal :

Ce que veulent les personnels, c'est pouvoir instruire.

C'est le respect de leur dignité, de leur statut, de leur indépendance pédagogique, protégée par des corps d'inspection eux-mêmes indépendants, sans manuels scolaires imposés par l'Etat, avec une médecine du travail réelle et le retour des CHSCT. Ils veulent de petits effectifs par classe, et une vraie revalorisation par l'augmentation du point d'indice pour tous, le tout dans des locaux salubres et agréables, sans encadrement de leur liberté syndicale, sans restriction du droit de grève. Ils veulent l'abandon des groupes de niveaux.

Les personnels sont de plus en plus nombreux à suivre la mobilisation puissante initiée en Seine-Saint-Denis, avec le soutien des parents d'élèves.

Partout s'exprime la même recherche : comment gagner ? Comment les arrêter ?

Dans ce contexte, la FNEC FP-FO constate que se multiplient les appels à faire grève le 19 mars et à en faire autre chose qu'une journée d'action sans lendemain.

En Gironde, les fédérations de l'enseignement (FO, FSU, CGT, Sud) appellent les collègues à organiser des réunions d'établissements, d'écoles, de services ou de secteurs pour mettre en discussion la reconduction de la grève et les actions à mener ensemble pour gagner et à faire remonter dès maintenant les motions, les relevés de discussions et de décisions à notre organisation syndicale.

Pour la CE du SNUDI FO 33, cette méthode est la bonne : « **se réunir pour décider collectivement la grève, la grève efficace, pour gagner sur les revendications** ». Mettons en œuvre une grande campagne de réunions syndicales dans les écoles du département pour poser cette discussion !

Adoptée à l'unanimité des 33 présents.